Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 38
p.a.f. 0,60 € - **décembre 2013**

Périodique du groupe Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

« Pacte pour la compétitivité » :

Derrière la duperie, des attaques réelles sur les salaires !

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Complices

Avec un arrêté royal en septembre, sans publicité, le gouvernement a changé en revenus les indemnités que des travailleurs recevront éventuellement en cas de licenciements, comme chez VW en 2006 ou actuellement chez Ford. Concrètement cela signifie que les travailleurs concernés doivent d'abord les utiliser pour vivre avant d'avoir droit aux allocations de chômage !

Un véritable front commun patronat-gouvernement contre les travailleurs !

Ce n'est pas une erreur, c'est une politique

Selon la FGTB wallonne, 55000 chômeurs perdront leur allocation d'insertion à partir de janvier 2015. Il s'agit de tous ceux, qui, jeunes ou pas, ne peuvent cotiser assez longtemps pour avoir droit à une indemnité de chômage.

Mais que proposent les leaders de la FGTB wallonne contre cette injustice ? "Que le gouvernement reconnaisse son erreur et change de cap". Et si le gouvernement ne veut rien entendre ?

Salaire minimum en Allemagne : 8,50 € en 2017, peut-être...

Les salaires extrêmement bas dans ce pays riche qu'est l'Allemagne sont choquants.

Le nouveau gouvernement de coalition en Allemagne (chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates) aurait maintenant trouvé un accord sur un salaire minimum. Tout le monde semble applaudir un salaire horaire de 8,5€ alors qu'il permet à peine de vivre dans un pays riche comme l'Allemagne. Bien sûr, ce serait une amélioration pour les 5,7 millions de travailleurs qui gagnent encore moins que ça. Mais cet espoir ne peut qu'être déçu par les vendeurs de promesses.

La situation de l'emploi en Allemagne est le fruit d'une guerre menée contre tous les travailleurs depuis les années 90. Le gouvernement du chancelier Schröder de l'époque avait poussé des millions de chômeurs à la misère en sabrant dans les allocations afin de les obliger à accepter des salaires qui permettent à peine de survivre (minijobs, 1-euro-jobs...). Et ces millions de travailleurs pauvres servent de point d'appui au patronat pour faire baisser les salaires.

C'est pour cela qu'une loi ne pourrait pas remplacer la lutte nécessaire pour s'opposer à cette politique.

D'ailleurs une fois passé l'effet d'annonce, il apparaît que ce salaire minimum qui devait s'appliquer à partir de janvier 2015 sera assorti d'une période de transition de 2 ans. Pendant cette période, patrons et syndicats pourront négocier, par secteur, un salaire intermédiaire en attendant d'avoir les 8,5€ en 2017 !

Là-bas comme ici, il faudra des luttes pour augmenter les salaires.



"Mini-Jobeur" et "1-Euro-Jobeur", c'est encore "chômeur"

Qui sommes nous

Pour les militants qui éditent La Voix des Travailleurs, le communisme est le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

C'est dans cette perspective, qui était celle de Marx, Lénine et Trotsky, que nous éditons le bulletin d'entreprise bimensuel La Voix des Travailleurs diffusé à l'usine Audi (VW) à Forest ainsi qu'à Durobor à Soignies.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention
à **voix.d.travailleurs@gmail.com**,
ou par téléphone au **0479-44 81 52**.
Site internet de nos camarades français:
http://www.lutte-ouvriere.org
éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs auprès de nos camarades ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Le « pacte pour la compétitivité » : derrière la duperie de bas étage, des attaques réelles sur les salaires !

Le gouvernement fédéral a annoncé avoir trouvé un accord sur un « pacte pour la compétitivité et l'emploi ». Il fait suite à des mois et des mois de pressions du côté patronal pour diminuer le soi-disant « handicap salarial », entendez : pour baisser les salaires.

Et voilà que tout d'un coup, à en croire les déclarations du gouvernement, nous aurons au contraire une baisse de la TVA sur l'électricité. Cette baisse du taux, de 21% actuellement à 6%, dès avril 2014, représenterait une augmentation du pouvoir d'achat de 96 € par an, en moyenne, selon les ministres.

Qu'on paye 21% de TVA sur l'énergie qui est un bien de première nécessité, et cela même si on est pensionné ou chômeur survivant à la limite du seuil de pauvreté, c'est en effet un scandale. Comme toute la TVA d'ailleurs, car c'est l'impôt le plus injuste que même les plus pauvres payent en achetant leur pain.

Mais si l'emballage du pacte est censé séduire les salariés, le cadeau sera pour les patrons.

Car les salaires baisseront, à commencer par les salaires indirects. Les patrons payeront en effet 1,3 milliards d'euros en moins à la sécurité sociale. Un nouveau manque à gagner pour la sécurité sociale qui s'ajoutera aux 11 milliards que les patrons ne payent déjà pas, suite à toutes les mesures antérieures du même genre. Or, la sécurité sociale constitue une part du salaire, bien que différée. Ce sont par exemple les pensions, les allocations de chômage, les soins de santé en cas de maladie ou d'accident de travail.

Le gouvernement qui a diminué les budgets dans tous ces domaines – réductions des pensions, mesures d'économie drastiques dans les soins de santé, diminution des allocations de chômage – promet que les montants dont dispose la sécurité sociale ne diminueront pas, qu'elle serait alimentée par un « financement alternatif », notamment par les rentrées de la TVA...

Bref, « l'alternative » aux cotisations payées par les patrons pour les travailleurs, sous forme de salaire indirect, c'est de faire payer les travailleurs via les impôts sur leurs salaires directs…

Mais la duperie va plus loin encore. Ainsi, le ministre VLD Alexander De Croo n'a pas pu s'empêcher de se réjouir publiquement que le pacte permettra une « pause de l'index » d'au moins deux ans. En effet, le poste énergie devenant moins cher (si les certificats verts ne font pas exploser les factures), la prochaine indexation pourra intervenir plus tard et les salaires resteront gelés au moins deux ans de plus. Ceci d'autant plus que le gouvernement a déjà prévu une nouvelle modification du calcul de l'index pour janvier 2014, tenant compte des prix promotionnels et des soldes, des produits blancs… bref de tout ce qui pourra faire baisser l'index et éviter d'adapter les salaires à la hausse réelle des prix, notamment pour les logements, les assurances, les carburants, les frais de scolarités...

Alors, non, ce gouvernement ne mène pas une politique « socialement équilibrée », comme il le prétend. Et aucun travailleur conscient ne peut avoir cette illusion.

Une telle politique « socialement équilibrée » n'est tout simplement pas possible dans le cadre du capitalisme où une minorité s'enrichit démesurément en accaparant une grande partie de la richesse créée par l'ensemble des travailleurs. Si, à certaines rares périodes, comme dans les années 60 ou 70, les salaires ont augmenté, c'était bien moins que l'augmentation globale des richesses produites. Mais dans le contexte de la crise actuelle, les capitalistes sont plus que jamais décidés à faire payer les travailleurs pour maintenir leurs profits ! Et ils pourront compter sur tous les gouvernements pour ce faire : nationaux, régionaux, communaux, européens, de droite ou de gauche, par les jeux de dupes ou la matraque (et généralement les deux), avec ou sans consultation des syndicats, avec ou sans élections…

Il n'y a qu'une chose qui les fera reculer : la mobilisation collective des travailleurs décidés à arracher leur dû, décidés à faire payer les capitalistes et les riches.

Ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses dans cette société, qui font tout fonctionner. Ce ne sont pas eux qui ont plongé le monde dans la crise, qui ferment les entreprises parce que cela rapporte plus… Et les travailleurs devraient accepter les licenciements et des baisses des salaires, pour permettre aux capitalistes de continuer à faire des profits à spéculer ? Il ne peut en être question. Alors non aux licenciements, aux baisses des salaires et à l'austérité ! Aux capitalistes de prendre sur leurs profits pour maintenir nos emplois et nos salaires !

Grève au TEC : ceux qui se défendent ont raison !


Pendant une assemblée

Fin novembre un mouvement de grève s'est étendu au sein des TEC Liège-Verviers, en solidarité avec des travailleurs menacés de sanctions par la direction, une solidarité qui s'est du reste étendue jusqu'aux dépôts de la région de Charleroi. La direction des TEC Liège-Verviers refuse de prendre en compte l'avis des chauffeurs sur les difficultés posées par un chantier de la route à Liège. Des déviations impliquent de vrais dangers pour le matériel, les usagers et les chauffeurs qui en seront tenus responsables.

Le climat anti-grève et anti-syndicat et de façon générale méprisant envers les travailleurs créé à cette occasion par les médias et le monde politique a été écœurant.

Les travailleurs ne font jamais grève par gaieté de cœur, mais les raisons de se défendre, par ce seul moyen dont disposent les travailleurs, sont plus nombreuses que jamais, aux TEC et partout ailleurs ! Solidarité avec les grévistes des TEC !

Ceux qui font grève... ...et ceux qui le devraient

Les pilotes de Brussels Airlines ont fait grève contre les projets de la direction qui voulait se débarrasser des pilotes âgés de plus de 58 ans. Les médias les ont accusés de risquer de provoquer un nouveau désastre "comme avec la Sabena". On comprend qu'avec les compressions d'effectifs dans la presse, où les groupes capitalistes fusionnent et suppriment des emplois, les journalistes n'aient plus le temps de vérifier que, même selon les tribunaux belges, la faillite de la Sabena a été provoquée par la rapacité des actionnaires de Swiss Air, eux-mêmes invités à se servir par le gouvernement…

SNCB :

L'embauche à la SNCB : ce n'est pas le TGV...

Un millier de postes vont disparaître à la SNCB d'ici 2018, a confirmé le ministre des entreprises publiques, Jean-Pascal Labille.

Les cheminots l'avaient bien compris : les embauches annoncées en grande pompe, il y a quelques mois, ne suffisent même pas à remplacer les départs à la retraite.

Sortez vos parachutes, il arrive !

Un poste qui ne sera pas supprimé est celui qu'occupait Marc Descheemaeker qui part avec un parachute doré de 1,3 millions pour l'exploit suivant_: en 2005, l'année de prise de service de Descheemaeker, il y avait 3000 de cheminots de plus qu'aujourd'hui. Et depuis, le nombre des voyageurs a augmenté de 50% !

Après les trains, il s'en prend aux avions, comme futur président du conseil d'administration de Brussels Airport. Il a certainement déjà négocié son parachute, mais c'est le personnel et les passagers des avions qui en auront besoin… si on le laisse faire !

Les conducteurs des trains ne comptent pas fermer les yeux

Avec leur grève du 5 novembre, les conducteurs de la SNCB ont exprimé leur colère face à de nouveaux critères médicaux en lien avec leurs licences de conduite devenues européennes. En plus de tests psychotechniques réguliers, ils sont dorénavant contrôlés tous les ans sur l'apnée du sommeil. 500 conducteurs (sur environ 5000) ont déjà perdu leur licence, simplement parce qu'ils étaient considérés « à risque » sur base du poids ou d'autres critères, même s'ils n'avaient jamais commis aucune faute professionnelle.

En effet, les dirigeants qui font appliquer ces tests n'ont pas eu de problème pour augmenter les heures de conduite (pour le trafic de marchandises international) et pour empêcher les conducteurs de prendre leurs jours de repos, afin de pallier le sous-effectif chronique. Les horaires des conducteurs sont pourtant peu réguliers et très éprouvants.

Les conducteurs ont raison de rester éveillés et de ne pas se laisser faire.

Audi / VW - Forest

Pourquoi nourrir les capitalistes ?

Le magazine « Automobilwoche » a calculé qu'Audi réalise un profit de 3123 euros par voiture produite. Toutes les deux minutes, nous enrichissons les actionnaires de l'équivalent de près de deux mois de salaire.

Des gens qui se font payer aussi cher pour zéro travail, ils méritent qu'on les exproprie !

Patron en manque d'inspiration ?

La direction organise un concours aux « bonnes idées ». Les meilleures (enfin, celles qui plairont le plus à la direction) recevront un prix de 60.000 €, un séjour de 2 jours en Allemagne ou la possibilité de faire du circuit.

C'est à ce point que la direction manque d'idées sur comment nous pressurer plus, qu'elle doive faire appel aux ouvriers ?! En tout cas, ils montrent clairement quels postes sont superflus dans cette usine…

Brussels South, Charleroi North

Ryanair a annoncé l'ouverture de 10 nouvelles lignes au départ de Zaventem.

Alors que la Région wallonne verse 20 millions d'euros de subsides chaque année à l'aéroport de Charleroi, qui sert principalement Ryanair, André Antoine, le ministre wallon chargé de la politique aéroportuaire a déclaré qu'il était « préoccupé par cette annonce » et qu'il voulait rencontrer O'Leary, le patron de Ryanair, au nom des « intérêts wallons ». « Nous avons beaucoup investi, et je considère dès lors que nous sommes en droit d'obtenir pour le présent et l'avenir une loyauté et un projet véritablement porteur pour Charleroi dans le chef de Ryanair » a déclaré le ministre.

Loyauté ? Ça ne veut rien dire pour les capitalistes : ils prennent les cadeaux des États, Régions, villes, et font ce qui leur rapporte le plus !

Justice à vendre

La compagnie Bois Sauvage va payer plus de 8 millions d'euros à l'État pour éviter un procès.

Bois Sauvage, société de portefeuille, avait été inculpée de délit d'initié en 2009. On lui reprochait d'avoir vendu 3,6 millions d'actions Fortis juste avant que ne soit connue la décision de démantèlement du groupe financier. Bois Sauvage avait encore pu vendre ses actions à 5,4 euros alors que l'action ne valait plus qu'1,5 euros à la reprise de la cotation.

Cela est normalement puni par la loi... à moins qu'on ait assez d'argent pour payer la justice.

Morts pour le profit

Deux ouvriers travaillant pour un sous-traitant sont morts en effectuant des travaux de maintenance à la raffinerie Total dans le port d'Anvers.

Total fait plus de 10 milliards de profits chaque année, mais ça ne l'empêche pas de réduire le personnel de ses raffineries. Prendre sur les profits pour assurer convenablement la sécurité des travailleurs, ce n'est pas dans le plan des patrons, mais c'est une question de survie pour les travailleurs !



Ford Genk : Deux poids, deux mesures

Des dizaines de travailleurs licenciés de Ford Genk doivent rembourser une indemnité de départ (entre 1250 et 3750 euros) à l'ONEM. Ils auraient touché cette indemnité par erreur !

Les patrons qui reçoivent des millions d'euros d'aides de toutes sortes pour faire leurs affaires, eux, ne doivent jamais les rembourser même quand ils ferment leurs entreprises après les avoir empochées.

Les affairistes de la crise

Les travailleurs du site AGC à Roux, spécialisé dans la production de panneaux photovoltaïques, ont fait grève 24 heures pour protester contre les manœuvres de la multinationale qui veut se débarrasser de cette usine à moindre frais. AGC, qui estime ne plus pouvoir faire assez de profits dans ce secteur trop concurrentiel, voudrait que les travailleurs de Roux se laissent persuader par le plan du "repreneur" Peppe Stratazzante. L'homme d'affaires prétend inventer de nouveaux produits "pour sauver le site"… en supprimant au passage un tiers des 180 emplois et en baissant les salaires de 15%.

En fait, Stratazzante veut surtout bénéficier d'une enveloppe d'AGC et des subsides de la Région Wallonne. La crise, les restructurations, les suppressions d'emplois deviennent le business de patrons-vautours. Les travailleurs ne peuvent se défendre qu'en revendiquant l'interdiction des licenciements et le contrôle des comptes des entreprises.

Le solde du mercenaire

Le licencieur en chef de PSA, Philippe Varin, responsable de la suppression de 11 200 emplois, devait partir avec une indemnité de 21 millions d'euros. Devant le tollé que cela a suscité, il semble, au moins pour la forme, vouloir y renoncer.

Il n'y a de toute façon guère de souci à se faire sur les conditions dans lesquelles Varin passera ses vieux jours, vu qu'il a touché 6 000 euros par jour, samedi et dimanche compris, pendant toute la durée de son mandat chez PSA.

Varin n'est pourtant qu'un salarié de luxe de la famille Peugeot, un mercenaire surpayé pour effectuer le sale boulot. La famille Peugeot, comme toutes les grandes familles capitalistes, n'a pas besoin de parachutes dorés : ils sont multimilliardaires depuis des générations, grâce au vol du fruit du fruit du travail de centaines de milliers d'ouvriers. Et ces milliardaires n'ont renoncé à rien.

Toujours moins pour les plus faibles

Les institutions d'aides aux handicapés de la Région wallonne vont voir leurs subsides amputés de 5 millions d'euros en 2014, soit une baisse de 1,25%. Cette réduction du budget consacré aux centres d'accueil adaptés et aux centres d'hébergement pour handicapés vient s'ajouter aux menaces de réduction de financement du fédéral et entraînera des pertes d'emplois.

Réduire les aides aux plus démunis, alors qu'il faudrait leur accorder plus de moyens, voilà toujours la même recette du gouvernement, qui ne réduit pas par contre les cadeaux accordés aux grands patrons !

Et qu'en pense le blessé sur la civière ?

Le nouveau système de financement des services d'urgences des hôpitaux entraînerait une baisse des budgets de 67% pour l'hôpital de Leuven, 50% pour le CHU de Mont-Godinne, 48% à Anvers, 45% à Erasme-Bruxelles, 40% à St-Luc, etc. Les responsables des hôpitaux s'étripent entre les "pour" et les "contre" la réforme, selon qu'elle avantage ou non leur établissement.

Personne ne remet en cause un financement des hôpitaux qui ne vise qu'à imposer des économies. Mais en prenant sur la fortune des banques et des plus riches, la société a parfaitement les moyens de former des infirmiers et des médecins et d'équiper des hôpitaux à hauteur des besoins de santé de la population.

Magnanimus Ier

"Pas de nouvelles taxes ni de redevance à l'ordre du jour" fanfaronne le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette. Et pour cause, la ville a épuisé toutes les possibilités légales en matière d'impôts : augmentation des centimes additionnels à l'IPP à 8,5%, augmentation des impôts fonciers, augmentations du coût des services communaux, augmentations des taxes communales, comme la redevance sur l'enlèvement des déchets portée au maximum autorisé, etc. Soit au total 16 millions d'euros d'impôts supplémentaires prélevés sur une population laminée par le chômage et les suppressions d'emplois.

Moins de policiers dans les rues

Un sondage effectué par le ministère de l'Intérieur auprès de 5 000 policiers révèle que lors des patrouilles effectuées en solo, "les débordements de violences sont statistiquement moins nombreux" que lorsque les policiers sont deux ou trois. Un policier, ça va. C'est quand ils sont nombreux que les problèmes commencent…

Un rideau de fumée

A Anvers, le tribunal a convoqué 24 jeunes pour ne pas avoir payé l'amende de 75 à 150 euros pour avoir été pris par la police à fumer un joint. C'est le résultat de la politique de tolérance zéro décidée par le nouveau bourgmestre de la ville, Bart De Wever. Cette politique ne résoudra en rien le problème de la drogue, ni celui de l'insécurité, grands chevaux de bataille proclamés de De Wever et de ces amis.

Mais elle sert de prétexte pour une surveillance policière renforcée des jeunes des quartiers populaires qui continueront à rester sans emploi. Car pour Bart De Wever, s'il ne tolère pas les joints, il tolère tellement bien les licencieurs qu'il compte licencier lui-même 1400 emplois à la Ville…

Cette société n'a pas d'avenir

424.000 enfants vivent sous le seuil de pauvreté en Belgique : carences alimentaires, retard dans l'accès aux soins, vie dans des logements insalubres... Une société qui n'est pas capable d'assurer convenablement l'avenir de ses jeunes n'a pas d'avenir !

Quand les représentants des grandes puissances rendent hommage à Mandela

Après avoir été emprisonné pendant un quart de siècle pour avoir été un dirigeant de l'ANC et de la lutte des noirs pauvres contre l'Apartheid, Nelson Mandela est mort. Il est encensé aujourd'hui par les représentants de pays qui n'avaient rien trouvé à redire à son emprisonnement quand il croupissait dans les prisons d'Afrique du sud.

Devenu chef de l'État, il avait mis un terme à l'apartheid, tout en protégeant la frange de privilégiés noire ou blanche au nom de la « réconciliation ». C'est cela qui lui vaut aujourd'hui les hommages venus de toutes parts. L'élite privilégiée noire a pu accéder en partie à la mangeoire aux côtés de la minorité blanche ; mais l'apartheid social, lui, n'a pas disparu. Les travailleurs noirs continuent de subir des conditions de travail, de vie et de logement indignes.

Le combat des exploités contre tous leurs exploiteurs, noirs ou blancs, reste encore d'actualité en Afrique du sud.



Ci-dessus : Manifestation de protestation contre la répression des mineurs grévistes de Marikana : « Nous ne sommes pas violents, mais ils nous tirent dessus ».



Ci-contre : la pauvreté dans les quartiers noirs.

Contre le fléau du chômage : interdiction des licenciements !

Le service public fédéral compte 44.360 suppressions d'emplois dans le cadre de licenciements collectifs depuis 2010.

C'est comme si la commune de Dendermonde, avec tous ses habitants, avait été rayée de la carte. Et c'est sans compter les milliers de licenciements dans des petites entreprises qui n'étaient pas déclarés comme « licenciements collectifs », mais se sont faits individuellement ou à la suite de la faillite d'une boulangerie, d'un petit magasin de quartier, ou sous des prétextes divers… Ni les dizaines de milliers d'intérimaires qui n'ont pas retrouvé de nouveau contrat. Ni les travailleurs de la fonction publique partis à la pension et dont les postes ont été rayés. Ni les licenciements en cours ou prévus dans les communes qui s'apprêtent à faire payer le sauvetage des banques aux aides familiales, aux travailleurs sociaux, à des milliers de travailleurs utiles à tous !

C'est une véritable hémorragie.

Pour les travailleurs qui perdent leur emploi, c'est la catastrophe. Car la vie d'un travailleur, d'une travailleuse, la vie des leurs tient à leur salaire.

Mais ce n'est pas seulement les travailleurs directement concernés qui subissent le fléau du chômage. Comme dans le cas d'une hémorragie, ce n'est pas seulement le membre blessé qui la subit, c'est tout le corps qui s'en trouve affaibli.

Le patronat profite de la détresse des travailleurs qui ont besoin d'un emploi pour exiger toujours plus de travail pour toujours moins de salaire de ceux qui ont encore un travail. A chaque restructuration, les patrons en profitent pour baisser les salaires de ceux qui restent de 15-20%, comme chez AGC Roux en ce moment, comme chez Duferco/NMLK ou encore Durobor. Et quand des dizaines de candidats postulent pour un seul job, les patrons peuvent faire jouer la concurrence entre travailleurs pour leur imposer des conditions toujours plus défavorables.

Et le chômage pèse lourd sur toute la société. D'où vient la violence dans les quartiers, dont les médias et démagogues de tout poil font leurs choux gras ? Elle vient en grande partie de cette hémorragie d'emplois, elle vient de la guerre de classe que la classe capitaliste mène aux travailleurs pour maintenir ses profits !

Il ne faut pas laisser le chômage ronger nos forces vitales.

Les travailleurs qui se battent pour leur emploi et leur salaire, se battent pour leur vie. Et leur lutte est toujours celle de tous les travailleurs. Mais ce n'est pas isolés les uns des autres, le dos au mur, c'est ensemble que les travailleurs peuvent faire reculer le patronat et le gouvernement. Sauver la sidérurgie à Liège, sauver l'automobile à Genk ? Chacun de son côté ? Pour que quelques travailleurs seulement gardent un emploi, avec des salaires au rabais ? Le problème est de sauver le travail de tous les travailleurs qui n'ont que leur salaire pour vivre ! Et cela ne peut se faire que par une mobilisation, une conscience et une lutte collectives.

Il faut imposer l'interdiction des licenciements ! La production baisse ? Qu'on répartisse le travail entre tous, sans perte de salaire ! Les actionnaires des entreprises comme ArcelorMittal, Ford, Caterpillar, Duferco, AGC, Solvay, les banques… ont les moyens pour le faire. Ils ne doivent pas avoir le droit de licencier !

Mais aussi dans les entreprises plus petites, est-ce que les licenciements sont vraiment la seule solution ? Les patrons le prétendent toujours. Mais les travailleurs doivent pouvoir le vérifier. Derrière combien de « petites » entreprises, on découvrira alors des grands groupes et holdings qui se sont enrichis. Ou encore des banques auxquelles le patron doit payer des intérêts qui grèvent ses résultats. Mais pourquoi les intérêts d'une banque devraient passer avant les salaires des travailleurs ?

Quant aux gouvernements, ils n'ont que le mot « emploi » à la bouche. Mais dans les faits, l'État à tous les niveaux et jusque dans les communes, est un des plus grands licencieurs. La seule raison de ces licenciements est d'économiser pour financer les milliards de cadeaux dont profitent les banquiers et le patronat. Il faut imposer de récupérer cet argent qui ne sert qu'à spéculer et enrichir les plus riches, pour qu'il serve à tous, notamment par des embauches dans tous les services publics !

Ce programme, personne ne l'imposera à notre place. Mais il n'y en a pas d'autre. C'est leurs profits ou nos salaires !

Les milliardaires, des prédateurs en voie de développement

D'après une étude qui recense les milliardaires mondiaux, publiée par Les Échos, la fortune des milliardaires de la planète a doublé depuis mars 2009, passant de 3 100 milliards de dollars à 6 500 milliards. Leur nombre s'est accru de 60 %, avec une majorité d'Américains, même si la Chine voit leur nombre augmenter.

En haut du panier, on trouve les Américains Bill Gates (Microsoft) et Warren Buffet (grand oracle à la Bourse), le Mexicain Carlos Slim (Telmex) et l'Espagnol Amancio Ortega (Zara) et beaucoup d'autres en Amérique du Nord et en Europe.

C'est l'exploitation des travailleurs – parfois dans des conditions dignes du 19ème siècle, comme pour l'industrie textile dont Zara fait partie – qui crée ces grandes fortunes, sans oublier les largesses que les États leur accordent et la spéculation financière, dont ils ne sont pas les derniers à profiter. La crise mondiale est une aubaine pour ces prédateurs.

L'union ou la misère

D'un coté, les patrons du privé, comme ceux du public, recourent massivement aux travailleurs détachés, un mécanisme qui permet aux employeurs de ne payer que les lois sociales dues dans le pays d'origine du travailleur. Dans le seul secteur du bâtiment en 2013, 175 000 travailleurs détachés issus de l'Europe de l'Est ou du Sud auraient enrichi de cette façon les patrons petits et grands.

De l'autre coté, des dizaines de milliers de chômeurs recherchent en vain du travail et attendent le couperet des sanctions décidées par le gouvernement pour « les encourager à rechercher un emploi… ».

Cette situation est odieuse, révoltante, mais elle a été voulue et organisée par les exploiteurs des travailleurs qui font leur beurre en les mettant en concurrence. Seule l'union des travailleurs, quel que soit leur pays d'origine, pourra arracher aux capitalistes des salaires décents et prendre sur les profits pour imposer le partage du travail et mettre fin au chômage.

Secours sans moyens aux Philippines

La Belgique a envoyé un groupe d'une trentaine de secouristes aux Philippines suite au typhon qui a ravagé des villes entières. On a vu à la télévision ces secouristes belges (ainsi que les français) coincés à l'aéroport faute de moyens de transport. Les journalistes ont pointé l'incapacité des autorités philippines.

La Belgique trouve les moyens d'envoyer des troupes en Afghanistan et là-bas l'armée ne compte pas sur le gouvernement afghan pour le transport des troupes! Elles disposent de camions et d'avions. Et même de coûteux F-16.

Entre l'occupation et les secours, le gouvernement a fait son choix.

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

La capacité d'accueil des centres d'asile ouverts est passée de 25.000 places en 2012 à 18.000 places en 2013 soit 25% de places en moins, se félicite Maggie de Block, la secrétaire d'État à l'asile et aux migrations.

Verra-t-on à nouveau des demandeurs d'asile obligés de camper à la gare du nord avec leurs enfants, cet hiver ?

De Block et tout le gouvernement qui soutient sa politique y trouveront encore moyen de nous les pointer comme des « profiteurs ». Mais le sort qu'ils réservent à cette fraction la plus vulnérable de la classe ouvrière, nous en dit long du sort que ces serviteurs des licencieurs et pilleurs de la planète sont prêts à faire aux travailleurs en général.

Les révoltes continuent au Bangladesh

Après la mort de 1200 ouvrières du textile écrasées par l'effondrement de leur usine en avril dernier, des grèves et des manifestations avaient éclatées. Et les manifestations ne cessent pas car l'augmentation du salaire minimum de 78% qui a été accordée par les patrons pour se monter à 68 dollars par mois, est jugée insuffisante par les travailleurs.

Les travailleurs du Bangladesh ont raison de se battre et de réclamer des salaires décents, car ce sont des milliards que les Mango, H&M, Benetton, Primark... accumulent sur leur dos.



Un crime révélateur

Fin novembre, les survivants d'un naufrage au large de la Libye ont déposé, avec le soutien de la Fédération Internationale des droits de l'Homme, une plainte contre l'armée belge pour « crime de guerre ».

En mars 2011, 72 migrants fuyants la guerre en Lybie sur une embarcation ont tenté en vain d'appeler à l'aide les navires de guerre de 12 pays de l'Otan qui patrouillaient le long des côtes libyennes dans le cadre de l'opération « Unified Protector ».

Les naufragés, dont les appels au secours par un téléphone satellitaire ont bel et bien été entendus, ont été abandonnés à eux-mêmes et seuls 3 ont survécus. Visiblement, les navires de guerre américains, canadiens, espagnoles, français… et belges n'étaient pas là pour « protéger » les civils victimes de la guerre, mais aider à la mise en place d'un régime docile à la tête de ce pays gros fournisseurs de pétrole et de profits pour les capitalistes occidentaux.